

DEPARTEMENT
DU
VAR

REPUBLIQUE FRANÇAISE

SJ/DA/MS/CF
SJ/CX/2024-27

Liberté – Egalité - Fraternité

DEC_2024-153_JU

COMMUNE
DE
SANARY-SUR-MER

DECISION DU MAIRE

Nous, Daniel ALSTERS, Maire de la Commune de Sanary-sur-Mer,
Vu, les articles L.2122-22 et L.2132-1 du Code général des collectivités territoriales,
Vu, la délibération n° DEL_2023_025 du Conseil municipal en date du 8 février 2023 portant délégation de gestion courante du Conseil municipal au Maire,
Vu, la requête n° 2402436-1 enregistrée par le Tribunal Administratif le 30 juillet 2024 tendant à l'annulation de l'arrêté n° UR_24_698 du 3 avril 2024 accordant un permis de construire n° PC 083 123 23 000 74 pour la construction d'un immeuble sis 6 quai de Wilson à Sanary-sur-Mer, ainsi que la décision explicite de rejet du recours gracieux de la requérante notifiée le 7 juin 2024

DECIDONS

- Article 1 :** De défendre les intérêts de la Commune dans l'instance susvisée.
Article 2 : Madame la Directrice Générale des Services et Madame la responsable du service Juridique, sont chargées chacune en ce qui la concerne de l'exécution de la présente décision, qui sera transmise à Monsieur le Préfet du Var.
Article 3 : Conformément à l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales, il sera rendu compte de la présente à la prochaine réunion du Conseil municipal.

Fait à Sanary-sur-Mer, le 29 août 2024



Le Maire

Daniel ALSTERS

Transmis en Préfecture le : 4/09/24

Publié le : 4/09/24

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire dans le délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de 2 mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Toulon (5 rue Racine – CS40510-83041 TOULON CEDEX 9) dans le délai de 2 mois, à compter de la notification de la décision ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal peut être saisi par "Télérecours citoyens" accessible par le site www.telerecours.fr.